

QUELLE(S) LANGUE(S) POUR L'UNION EUROPÉENNE ?

Virginie Timmerman | *Chargée de projet Citoyenneté et démocratie
à Notre Europe - Institut Jacques Delors*

E EuroCité, Europartenaaires et Notre Europe - Institut Jacques Delors ont organisé le 17 juin 2014, à Paris, la septième séance du cycle « Espace public européen : en route vers les élections européennes », autour du thème « Le multilinguisme : force ou faiblesse ? ».

La conférence a été ouverte par Yves Bertoncini, directeur de Notre Europe - Institut Jacques Delors, qui a rappelé les principaux enjeux liés à l'usage des langues dans l'Union européenne et à l'émergence d'un espace public européen. Il a notamment souligné le profil particulier des « Spitzenkandidaten » (ou chefs de file) désignés par les partis politiques européens pour obtenir la présidence de la Commission européenne. À l'exception du candidat grec d'extrême gauche Alexis Tsipras¹, identifié pour son combat emblématique contre l'austérité, tous les candidats étaient polyglottes, c'est-à-dire capables de s'exprimer dans leur langue natale, en anglais et dans une troisième langue. Ils étaient, à ce titre, emblématiques de ce que devraient être idéalement les citoyens européens.

Le dialogue, animé et conclu par Nicolas Leron, président d'EuroCité, s'est ensuite poursuivi avec² :

- Philippe Cayla, membre du Conseil d'administration d'Europartenaaires et directeur d'Euronews Development ;
- Xavier North, délégué général à la langue française et aux langues de France du ministère de la Culture.

Ce débat a conduit à l'expression des principales analyses et recommandations suivantes.



1. Multilinguisme dans les normes, monolinguisme dans les faits

Yves Bertoncini rappelle que l'UE compte officiellement 24 langues officielles et 3 langues de travail (allemand, anglais, français). Xavier North définit le multilinguisme comme la possibilité de s'exprimer dans sa langue et être compris par tous. Philippe Cayla distingue le multilinguisme, lié à une institution publiant et communiquant en plusieurs langues, et le plurilinguisme, qui décrit la capacité d'une personne à s'exprimer en plusieurs langues. Ces deux conditions sont nécessaires à la création d'un espace public européen, particulièrement la première, car il est primordial de pouvoir raisonner, s'informer et s'exprimer dans sa langue maternelle (Yves Bertoncini).

En effet, en quelle langue faut-il s'adresser aux citoyens européens et comment peuvent-ils communiquer entre eux ? C'est là un des points centraux qui favorisera la création d'un espace public européen (Xavier North). Il faut communiquer malgré la barrière des langues. La pluralité des langues présentes dans l'UE est une grande richesse et il faut apprendre à organiser les échanges entre langues différentes afin de tisser des liens entre les citoyens européens. En effet, l'UE doit respecter les cultures de chacun et le langage fait pleinement partie des cultures nationales ; il véhicule des concepts, des usages de la vie sociale.

Nicolas Leron souligne que le multilinguisme est un principe politique lié à l'essence même du projet européen. L'UE doit utiliser la langue, en l'occurrence le multilinguisme, pour s'affirmer en tant que puissance publique à travers la création d'un espace public. Le multilinguisme guide la politique actuelle

de l'UE, pourtant il existe un grand décalage entre le discours et la réalité (Xavier North). La pluralité peine à s'exprimer et l'anglais prévaut.

L'utilisation majoritaire de l'anglais crée une distorsion de concurrence (Philippe Cayla). En effet, l'usage de l'anglais est un inconvénient important quand aucun des interlocuteurs n'est anglophone lors d'une négociation par exemple. À l'inverse, dans ce genre de situation, échapper à l'anglais procure des avantages. L'utilisation de la langue de son interlocuteur témoigne d'un effort et d'une volonté et crée de l'empathie. Or à l'heure actuelle, la seule institution réellement multilingue est le Parlement européen ; car la Commission européenne a trois langues de travail, et les réunions du Conseil sont multilingues mais confidentielles. Dans tous les cas, l'anglais est utilisé dans 80% des discussions institutionnelles, le français dans 15% des cas, et l'allemand dans 5% des cas.

Cette surreprésentation de l'anglais introduit également un biais dans les médias (Philippe Cayla). En effet, lorsque les commissaires, ou autres représentants des institutions européennes s'expriment lors de conférences de presse, ils le font en anglais. Les premiers documents publiés par les institutions le sont en anglais. Ainsi, les premiers à s'exprimer sur les questions européennes sont souvent les médias anglais, réputés eurosceptiques. Cela est fâcheux en termes démocratiques et traduit un manque de volonté flagrant de la part de l'UE et des États membres.

Les anglophones, minoritaires dans l'espace européen, ont un pouvoir disproportionné. D'ailleurs, le premier débat entre les têtes de liste lors de la campagne pour les dernières élections européennes de 2014, moment historique dans la construction d'un espace public européen, a eu lieu en anglais (Philippe Cayla). Les présentateurs parlaient en anglais et les candidats, à l'exception d'Aléxis Tsipras, se sont exprimés en anglais. C'est aussi pour cette raison que beaucoup de pays, dont la France, n'ont pas souhaité retransmettre le débat en direct.

La question linguistique renvoie aussi au rôle des partis politiques, qui sélectionnent des ressortissants nationaux pour figurer sur les listes, en ne s'ouvrant qu'exceptionnellement vers des candidats d'autres pays (Yves Bertoncini). Et même si les candidats nationaux sont parfois polyglottes, ce n'est pas la

première compétence qui semble être privilégiée au moment de leur désignation, aux yeux des citoyens.

La pression de l'anglais est actuellement très forte (Philippe Cayla). Il faut faire attention à l'appauvrissement de la culture européenne que pourrait véhiculer l'usage d'une langue unique, anglais ou autre. Afin que les citoyens se sentent concernés et soient attentifs au débat concernant l'UE, il est essentiel d'organiser des débats dans chaque langue. Les chaînes de télévision comme Euronews, diffusées en 13 langues, sont d'une grande utilité à cet égard, mais ce type d'efforts demande beaucoup de moyens.



2. Préserver le multilinguisme et renforcer l'espace public européen

Face à ce constat, il existe trois grandes options : renforcer le multilinguisme, utiliser l'esperanto ou l'europano³, ou recourir à l'anglais comme langue unique de travail et de débat (Yves Bertoncini).

La politique actuelle de l'UE repose sur l'acquisition de compétences linguistiques partagées (Xavier North). Cela signifie que chaque citoyen européen devrait apprendre, au-delà de sa langue natale, deux autres langues européennes. C'est une bonne politique mais cela demande une réflexion plus poussée car pour le moment, cela se traduit par l'apprentissage de l'anglais et d'une autre langue, souvent l'espagnol (Phillipe Cayla). Les autres langues européennes, telles que l'italien ou le polonais, sont délaissées. Être polyglotte est un grand avantage. Un citoyen présent dans la salle estime que « le plurilinguisme est la seule façon pour un citoyen européen d'être monolingue ».

La traduction est une autre alternative, déjà pratiquée, permettant le dialogue interculturel (Xavier North). Comme le dit Umberto Eco, la langue de l'UE,

c'est la traduction. Elle représente un coût important, mais les coûts sociaux, politiques et culturels d'un abandon du multilinguisme seraient sans commune mesure. Préserver la diversité demande un effort collectif. Il faut développer la traduction via un « Erasmus des idées » qui prendrait la forme d'un soutien à la traduction (Xavier North). Un tel développement permettrait de créer un régime horizontal de passerelles et de réseaux.

Il existe déjà un budget conséquent pour la traduction littéraire, le sous-titrage et le sur-titrage pour les spectacles vivants. Cette ligne budgétaire est incluse dans le programme culturel de l'UE et représente environ 30 millions d'euros (Xavier North). Malheureusement, cela ne suffit pas à donner une impulsion significative pour la pratique réelle du multilinguisme, et ce d'autant que les aides sont dispersées et les acteurs stratégiques peinent à les identifier. Il faudrait regrouper toutes ces aides dans un programme unique, mais cette problématique n'est pas traitée car les institutions ont une vision instrumentale de la langue, comme simple outils de communication, alors qu'il faudrait avoir une vraie vision et vouloir donner du sens à l'opacité du monde. Un citoyen présent dans la salle souligne qu'au-delà de la traduction, qui concerne les œuvres et les documents écrits, l'interprétation est également clé.

Les commissaires devraient d'ailleurs s'exprimer dans leur langue (Philippe Cayla). Et au lieu d'avoir des débats dans une langue unique que peu de citoyens comprennent, si ce n'est une élite minoritaire basée à Bruxelles et Londres, il faudrait inviter à s'exprimer des élites qui parlent les langues nationales - les députés européens, les commissaires et autres représentants des institutions. C'est pour cela qu'il faut bien sélectionner nos représentants : ils doivent être des citoyens européens polyglottes capables de circuler dans toute l'UE afin de pouvoir participer à des débats dans les langues nationales.



3. Dépasser les obstacles et les résistances

L'un des obstacles majeurs au multilinguisme est que les États membres ne sont pas tous égaux face à ce besoin. Les Maltais utilisent aujourd'hui davantage l'anglais, qui est leur deuxième langue officielle, que le maltais. En Belgique par exemple, il est parfois crucial de parler une autre langue que les langues nationales (au nombre de trois : français, flamand et allemand) afin d'apparaître comme un candidat « neutre », qui ne soutient pas une communauté en particulier (Yves Bertoncini). Guy Verhofstadt, qui parle très souvent anglais, en est un exemple.

La question du multilinguisme soulève aussi la question des langues minoritaires dans l'UE ; il y a plus de 40 langues rien qu'en France et c'est déjà bien plus que les 24 langues officielles de tous les pays de l'UE souligne un autre participant. Concernant les langues régionales, il s'agit là d'une exception française (Xavier North). En effet, la France est l'un des pays les plus riches linguistiquement et c'est paradoxalement pour cette raison que c'est l'un des pays les plus unitaires, car il a fallu faire abstraction des différences. En outre, la langue française a eu un rôle déterminant dans la construction de la nation qui a été entérinée à travers l'éducation nationale. Pour autant, chacun est libre de s'exprimer dans sa langue régionale, c'est le principe de la liberté d'expression.

Un participant ajoute que l'un des obstacles à l'émergence d'un espace public européen est l'existence de mots intraduisibles tels que « laïcité ». Ainsi, pour pouvoir se comprendre, communiquer, échanger, il faut que tout le monde ose parler d'autres langues, surtout les citoyens, et ne pas s'en remettre à des professionnels pour développer une vision pan-européenne. Les citoyens doivent s'intégrer et réaliser de vrais échanges, à travers Erasmus notamment.

C'est au niveau européen qu'il faut lancer des activités culturelles, traiter les questions éducatives, organiser la libre circulation des personnes mais aussi des idées et des œuvres afin de développer un vrai sentiment d'appartenance à l'UE (Xavier North). Malheureusement, le mouvement actuel est plutôt inverse (Philippe Cayla). Les Directions générales Traduction et interprétation puis Culture, ne voient dans le multilinguisme qu'un moyen de faciliter l'accès à l'emploi. Elles semblent n'avoir qu'une considération utilitariste des langues : c'est également l'une des raisons pour lesquelles l'anglais est privilégié.

De plus, il s'agit certes d'une question de budget, mais surtout de méthode. Il faut passer par des programmes européens en s'appuyant sur des institutions nationales et par la société civile, à travers une distribution des fonds via des appels d'offre. Il faut déléguer la gestion des programmes européens. Un citoyen participant expose son initiative, une revue franco-allemande publiant des articles scientifiques

dans les deux langues, afin que les idées puissent circuler et que les chercheurs puissent échanger via la publication. Il souhaite que ce micro-projet soit imité dans d'autres langues.

Il s'agit en somme pour l'UE, ses États membres et ses citoyens de faire un choix entre l'utilité et la culture (Nicolas Leron).

1. GUE/NGL : Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne / Gauche verte nordique.
2. Alain Wallon, sociologue et enseignant à l'ISIT, ancien chef d'unité à la Direction générale de la traduction de la Commission européenne, avait accepté d'intervenir mais un empêchement de dernière minute l'a contraint à annuler sa participation.
3. L'esperanto et l'europano sont des langues entièrement construites sur la base de toutes les langues mondiales, pour la première, et européennes, pour la deuxième.

DES CITOYENS FACE À « L'EUROPE DE BRUXELLES »

Virginie Timmerman, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, septembre 2014

DES CITOYENS EUROPÉENS À BRUXELLES : QUELS MESSAGES ?

Virginie Timmerman, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, septembre 2014

LE POUVOIR AUX CITOYENS : CONDITIONS D'UN ESPACE PUBLIC EUROPÉEN ?

Claire Versini, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, avril 2014

COMMENT COMMUNIQUER SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES ?

Nicolas Leron, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, janvier 2014

UNIS DANS LA DIVERSITÉ : HYMNES ET DRAPEAUX DE L'UNION EUROPÉENNE

Pierre-Robert Cloet, Kerstin Martel et Bénédicte Legué, Préface d'António Vitorino, *Études & Rapports n° 102, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, décembre 2013

COMMENT RENDRE L'UE PLUS DÉMOCRATIQUE ?

Virginie Timmerman, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, novembre 2013

QUELS RAPPORTS DE FORCE POLITIQUES DANS LE PROCHAIN PARLEMENT EUROPÉEN ?

Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger, *Policy Paper n° 102, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, novembre 2013

L'UE EN QUÊTE DE SYMBOLES

Virginie Timmerman, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, juillet 2013

LES MÉDIAS ET L'UE : DES « AFFAIRES ÉTRANGÈRES » ?

Frédéric Menager, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, juin 2013

LE SYSTÈME PARTISAN EUROPÉEN, PRÊT POUR «2014» ?

Yves Bertoncini et Valentin Kreilinger, *Synthèse, Notre Europe – Institut Jacques Delors*, mars 2013

Sur les mêmes thèmes...

Directeur de la publication : Yves Bertoncini • La reproduction en totalité ou par extraits de cette contribution est autorisée à la double condition de ne pas en dénaturer le sens et d'en mentionner la source • Les opinions exprimées n'engagent que la responsabilité de leur(s) auteur(s) • *Notre Europe – Institut Jacques Delors* ne saurait être rendu responsable de l'utilisation par un tiers de cette contribution • Version originale • © *Notre Europe – Institut Jacques Delors*

